

# Remettre le travail à sa place

Condensé extrait de l'ouvrage collectif  
« Le travail, quelles valeurs ? Idées reçues et propositions »

Mouvement Utopia (nov 2012)

Le travail, en tant qu'activité rémunérée exercée essentiellement dans un but de subsistance et de satisfaction des besoins, a acquis une place démesurée dans notre société, au point de devenir le principal, voire l'unique vecteur de reconnaissance et de lien social. Élevé au rang de valeur par un système capitaliste qui consacre l'activité économique comme seule mesure de la richesse d'une société, il est à la base d'un nouvel ordre social fondé sur le salariat, au sein duquel les inactifs/inactives, qu'ils/elles soient jeunes, chômeurs/euses ou retraité-e-s, sont stigmatisé-e-s. Il est de plus paradoxal que, dans un contexte de gains de productivité constants, d'épuisement des ressources naturelles et d'un chômage de masse, il ne soit question, dans les discours des politiques, que d'augmenter le volume et le temps de travail.

Dans une société centrée sur le travail, il est logique que celui-ci soit perçu ou vécu comme un facteur de fort lien social et d'identité. Ce qui explique, au-delà de son apport en terme de rémunération, que beaucoup de travailleurs/euses y soient attaché-e-s et désespéré-e-s quand ils/elles perdent leur travail. Les termes du débat sur la place du travail sont donc difficiles à poser de manière sereine, tant les souffrances matérielles et sociales liées au chômage sont fortes. La lutte contre le chômage reste alors une priorité et une perspective de plein-emploi est essentielle, surtout que dans notre société le travail est devenu le garant de la protection et de droits. Nous estimons que le travail peut être un lien social de qualité, auquel chaque individu doit pouvoir avoir accès, mais il ne doit pas être le seul.

Et malgré la difficulté à mener ce débat, il semble urgent de se poser de nouveau la question : faut-il libérer le travail ou se libérer du travail... ? Les deux bien sûr ! L'idée de libérer le travail n'est pas neuve, elle est au cœur des socialismes, qu'ils soient associatifs, utopiques, scientifiques ou autogestionnaires, avec la volonté de renverser le rapport capital/travail dans la répartition de la valeur ajoutée tout en faisant entrer plus de démocratie dans le monde du travail. Quant à l'idée de se libérer du travail, elle est basée sur le principe selon lequel dans tout travail il y a une part plus ou moins grande d'aliénation et de subordination. Pour émanciper tout un chacun il faut donc réduire la part du travail dans nos vies.

## Réduction du temps de travail, « coût » du travail et autres idées reçues...

Les chiffres le prouvent, le discours culpabilisant sur « les français sont ceux qui travaillent le moins » n'est basé sur rien de solide. Et si la France a réduit sa durée moyenne de temps de travail par individu (dans une mesure moindre que celle de nombreux autres pays d'Europe<sup>2</sup>), c'est essentiellement d'une manière sauvage, par un développement de la précarité. Mais finalement, la question est-elle bien là, ou n'est-elle pas plutôt de savoir quelle serait la durée de travail nécessaire par individu pour satisfaire les besoins de notre société tout en permettant à tous ceux et toutes celles qui le souhaitent d'avoir un travail à temps plein ? Quant au fameux « coût du travail », il est certes plus élevé en France que dans bon nombre de pays voisins, mais n'oublions pas que les cotisations sociales (la part socialisée du salaire) sont la pierre angulaire du financement de notre protection sociale, et ce bénéfice collectif doit être pris en compte lorsqu'on compare ce « coût du travail » avec celui d'autres pays.

Autre idée couramment répandue : « Le travail ça se crée, ça ne se partage pas ». Outre le fait que cette manière de voir les choses nécessite de produire toujours plus (ce qui est totalement illusoire et dangereux face à la grave crise écologique que nous vivons), on peut constater que ces dernières décennies sont loin d'avoir apporté la preuve de la véracité de cette affirmation. La création de travail a en effet été un objectif largement partagé, ce qui n'a pas empêché un chômage de masse dans le monde. Nous estimons au contraire que le partage du travail et la baisse du temps de travail légal s'inscrivent dans un mouvement historique de progression sociale qui doit être poursuivi.

## De la nécessité de remettre le travail à sa juste place

A l'heure où se développent de plus en plus des conditions de travail alliant stress, obligations de performances sans cesse accrues, harcèlement, chantage à l'emploi, souffrance au travail et même suicides, avec en parallèle une part toujours plus grande de la population sans emploi ou en sous-emploi, l'idéologie de la « valeur travail » et la religion du travail pour le travail n'ont jamais été aussi fortes. Il ne s'agit plus seulement du travail destiné à gagner sa vie, ou comme outil de transformation du monde,

ni même du travail comme support de droits et protections, mais du travail comme la principale source d'émancipation et de réalisation de l'individu. Plus le travail devient rare et privé de sens, plus l'idéologie dominante veut en faire une valeur morale, devenue fin et non plus moyen. Il est urgent, face à ce constat, de remettre le travail à sa juste place, c'est à dire comme une partie des activités humaines et non leur centre, un moyen parmi d'autre de « faire société ».

Il est urgent également de réduire et de redistribuer entre toutes et tous ce temps de travail à vocation économique, de le rendre « décent » et d'y introduire plus de démocratie. La réduction de la durée du travail tout au long de la vie doit être d'abord et avant tout un instrument au service d'un projet de société plus large, une société du temps libérée, qui permette de construire de nouveaux espaces de démocratie. Ce temps libre supplémentaire doit pouvoir être l'occasion de valoriser des activités non productrices de richesses marchandisées mais porteuses de bien-être individuel et de mieux vivre ensemble. Au-delà des questions liées à l'exercice du travail (durée, conditions), se pose en outre la question de ce que le travail produit (nature de la production, ressources consommées...), et celle de la relation entre cette production et la société dans laquelle nous vivons.

### **Quelques mesures pour remettre le travail à sa juste place**

La première mesure serait de poursuivre la réduction du temps de travail, en commençant par une durée légale de 32h hebdomadaires. Cette réduction pourrait être imaginée sur la semaine, le mois, l'année ou même la vie entière. Il s'agirait de fixer un nombre global d'heures de travail à effectuer dans sa vie, variable selon la pénibilité des activités, en disposant d'une certaine liberté dans la répartition de ces heures. Par un crédit-temps, chaque travailleur/euse se verrait reconnaître le droit de cesser momentanément son activité professionnelle pour mener un projet hors de la sphère du travail. Les chemins à explorer pour mettre en place de nouvelles modalités de réduction du temps de travail sont nombreux, il s'agit simplement d'être imaginatifs/ives... De plus cette réduction du temps de travail doit s'accompagner d'une refonte de notre système de protection sociale, où les droits sociaux ne doivent plus être attachés à l'emploi mais bien à l'individu.

Il s'agit aussi d'améliorer les conditions de travail, notamment en instaurant un taux maximum de recours aux contrats précaires dans l'entreprise, en développant une véritable égalité femmes/hommes, en introduisant des clauses sociales dans les contrats de sous-traitance, en renforçant les effectifs de l'inspection du travail, en développant la formation continue... Les salarié-e-s doivent bénéficier de droits forts qui leur permettent de construire un rapport de force équitable, qui dépasse le lien de subordination actuel salarié-e/patron-ne. Ils/elles doivent aussi pouvoir s'organiser collectivement afin de faire vivre une véritable démocratie sociale. Il est donc plus que nécessaire de réaffirmer la primauté de la loi sur le contrat.

Il est de plus urgent d'engager la reconversion écologique et sociale de l'économie et de relocaliser la production, notamment par l'instauration d'une fiscalité adaptée, la réorientation de la commande publique et le développement de monnaies locales complémentaires. La priorité doit être donnée au développement d'une agriculture locale, respectueuse de la terre et des ressources, notamment par le maintien de pratiques traditionnelles. Ce type d'agriculture est le seul capable de garantir une production mondiale suffisante et diversifiée, adaptée au climat et à son évolution.

Une autre mesure serait de généraliser l'appropriation citoyenne et démocratique de l'outil de production, par la généralisation de la gestion des entreprises par les parties prenantes (salarié-e-s, associations, élu-e-s, citoyen-ne-s...). Cette nouvelle logique permettrait de développer des contre-pouvoirs réels au sein de l'activité économique, aucune partie prenante n'ayant à elle seule la possibilité d'imposer ses décisions. L'équilibre entre ces différentes parties prenantes devrait être fixé en fonction notamment de l'utilité sociale et de l'impact environnemental des productions. Cela pourrait s'accompagner d'une limitation de la concentration et de la propriété du capital productif, variable selon les secteurs.

Ensuite, il s'agit de développer et de valoriser la sphère autonome et les autres temps de la vie, par la diminution du temps de travail et des mesures facilitant un investissement librement choisi dans la cité. Ce temps libre ne serait alors plus ce temps toujours trop court, dont il faut profiter et durant lequel il n'est pas question d'entreprendre quoi que ce soit. Ce temps libre doit devenir un temps libéré, employé à autre chose qu'à « perdre sa vie à la gagner », pour se construire un nouvel espace de vie. Il faut pour cela sortir de l'oubli dans lequel il est tombé le secteur de l'autonomie, celui qu'André Gorz appelait « le travail pour soi », c'est-à-dire le domaine de la réalisation de soi, du choix d'un mode de vie et d'un rapport aux autres se situant en dehors de la sphère marchande. Des activités telles que la garde des

enfants, le soin aux personnes âgées, l'amélioration de notre cadre de vie ou la protection de notre environnement, la cuisine, le jardinage... sont souvent mieux faites et plus gratifiantes si chacun-e de nous les assume pour son propre compte.

Cette autonomie, rarement individuelle, se nourrit du rapport à l'autre, au sein de collectifs et de réseaux divers et variés. Si la condition humaine ne permettra jamais d'abolir la sphère de la nécessité, celle-ci peut être réduite et subordonnée à la sphère de l'autonomie, à l'inverse de ce qui se fait aujourd'hui. En augmentant notre temps libre, on ramènera dans la sphère de l'autonomie une partie des activités, qui abandonneront ainsi leur valeur marchande pour retrouver leur valeur d'usage. Par là même nous nous émanciperons d'une partie du travail subi.

Enfin, nous proposons de mettre en place un Revenu Universel. Notre monde n'a jamais été aussi riche et n'a jamais autant produit, mais ces richesses sont très inégalement réparties, et issues d'un modèle d'exploitation des ressources naturelles totalement insoutenable. De plus, les gains de productivité et l'absence de réelle volonté de réduction et de partage du travail rendent illusoire toute idée de plein-emploi dans le système actuel. Il convient donc de dissocier travail et distribution des richesses en instaurant un Revenu Universel, versé de la naissance à la mort à chaque citoyen-ne, quelle que soit sa situation. Celui-ci doit être suffisant pour permettre d'accéder aux droits et biens fondamentaux sans revenu complémentaire, il doit aussi être individuel, inaliénable et inconditionnel. Ainsi ce revenu permettrait d'éviter les chantages à l'emploi et renverserait le lien de subordination du salariat. Il encouragerait de même le partage du travail.

Si la mise en place de ce Revenu Universel pose encore beaucoup de questions, de nombreuses expériences concrètes existent (3). La mise en place de ce Revenu Universel devrait s'accompagner de celle d'un Revenu Maximum Autorisé et d'un écart maximum des rémunérations au sein des organisations et entreprises (écart de 1 à 10 au départ). Il s'agit par ce Revenu Universel de revaloriser les temps de la vie hors du travail et d'affirmer que l'utilité sociale ne se limite pas à l'emploi, que la reconnaissance sociale peut se jouer hors de celui-ci et que des activités non rémunérées peuvent être sources de lien social.

Fin

Trait d'union entre le mouvement social, le monde politique et le monde intellectuel, Utopia se définit comme une coopérative citoyenne et politique. Laboratoire d'idées, mouvement transpartis à gauche, ONG, maison d'édition, maison de production, mouvement de résistance et d'expérimentations concrètes... Utopia est tout cela à la fois. Utopia défend ses convictions altermondialistes et écologistes dans une perspective de dépassement du capitalisme et de la logique productiviste.

1) Mouvement Utopia, « Le travail, quelles valeurs ? Idées reçues et propositions », Editions Utopia, novembre 2012.

2) Le temps de travail effectif, incluant le temps partiel, est de 36,5 heures par semaine en France, contre 34,6 heures en Allemagne, 34,5 heures au Danemark, 35,6 heures en Suède, 33,2 heures en Norvège et 33,9 heures aux USA (chiffres Eurostat).

3) Voir à ce sujet l'ouvrage de B. Mylondo « Pour un revenu sans condition, garantir l'accès aux biens et services essentiels », Editions Utopia, novembre 2012.